

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 84 - VENDREDI 22 OCTOBRE 2010

LE MERLE MOQUEUR

Une chose est sûre maintenant : la primaire du PS va entièrement se jouer sur la question des retraites.

LES LIENS DE LA SEMAINE

→ Retraites : la parole au peuple

[Appel pour un référendum](#)

→ Vérité et justice pour Mehdi Ben Barka

29 oct. IdF [Manifestation](#)

31 oct. IdF [Journée de débat](#)

→ Un relent nauséabond

Audrey Pulvar à Guerlain - [son](#) - [texte](#)

→ Sauver Mumia

[Infos et pétition en ligne](#)

→ Sur les écrans

Entre nos mains, un documentaire de Mariana Otero - [article](#) - [interview](#)

Illegal, un film d'Olivier Masset-Depasse

→ Colloques - Séminaires

25 oct. IdF [Féminismes, culture et contre-cultures](#) ; « [L'avenir de l'homme n'est plus ce qu'Elle était](#) »

3 nov. IdF [Passer du public au commun](#)

**LES CERISES FONT LA PAUSE
LE 29/10 ET LE 5/11.
RENDEZ-VOUS
AU 12 NOVEMBRE !**

LE MOUVEMENT A DU CARBURANT

Lors de la réunion de l'Association des communistes unitaires (ACU) le week-end dernier, un participant remarquait que ce mouvement emprunte un peu à toutes les formes antérieures de mobilisation. Il a des airs de 68, de 95, du CPE ... et, depuis cette semaine, il évoque aussi la révolte des banlieues de 2005.

Mais le souvenir n'est pas la réplique. Aux images spectaculaires de voitures brûlées de l'hiver 2005 et de jeunes qui se révoltaient sans « énoncer » leur révolte, cette fois, les mots sont prononcés. Même si demeure l'objectif d'attirer l'attention du pouvoir et de la société, ces jeunes « casseurs » se méfient des caméras et des appareils photos. Mais ils parlent aux journalistes. Que disent ces jeunes interrogés par les radios et les journaux ? « On ne nous écoute pas. On a manifesté pacifiquement et Sarkozy s'en fout. Pour se faire entendre on casse des abribus, des vitrines ». Les témoignages de « casseurs » aux allures de flics infiltrés sont légions. Mais les centaines, les milliers de jeunes qui crient et courent dans tous les sens pour faire peur, qu'ils soient de Saint-Denis, de Bobigny, de Nanterre, de Lyon ne sont pas tous des flics ou des jeunes manipulés. Ils sont sortis des cités et vont dans les centres-villes. A Lyon, la confrontation est spectaculaire. Dans cette ville où la lutte de classe a des atours particulièrement durs, inscrits dans l'espace urbain, le centre ville très bourgeois est retranché sur la presqu'île. Les centaines de jeunes des grandes cités populaires de la banlieue ont envahi ce centre qui les narguent et les rejettent. La réponse ne s'est pas fait attendre. Policière d'abord ; judiciaire ensuite. Depuis le 12 octobre, 2 257 jeunes ont été interpellés ; 1 677 ont été gardés à vue. De premières peines d'emprisonnement tombent à l'issue de comparution immédiates : de la prison ferme ou avec sursis. Ces jeunes, toute la jeunesse expriment un égal sentiment – bien fondé – de n'avoir pas de places et de pouvoir inquiéter un pouvoir autiste. Ils disent aussi leur solidarité avec leurs parents. Cette jeune fille qui brandit un panneau carton « papa, maman, je l'aurai votre retraite » fait écho à cette maman qui disait « épauler sa fille dans ce combat qu'elle ne peut elle-même mener ». Parmi les pièges déjoués après ce mouvement, il y a aussi celui d'une opposition entre les jeunes et les adultes.

A l'écart du travail, du logement, en manque d'avenir, les jeunes sont aussi pour un quart d'entre eux acquis aux idées de changement radical. Dans son édition 2008, l'Enquête européenne sur les valeurs (European Values Survey), montre une remontée de la politisation et de la radicalité : près d'un quart des jeunes Français interrogés estiment qu'« il faut changer radicalement toute l'organisation de la société par une action révolutionnaire ». En 1990, ils n'étaient que 6 %. Et ils sont désormais 13 % à se positionner à l'extrême gauche, contre 7 % en 1999.

Le mouvement en cours vient de loin. Il a du carburant.

● CATHERINE TRICOT

Forces et limites d'un mouvement extraordinaire

L'effervescence actuelle du mouvement pour le retrait du projet de réforme des retraites signe le reflux de la domination libérale dans la société, et sa contestation de plus en plus ouverte et globale. Examiner, à titre provisoire, non seulement les avancées qu'il produit, mais aussi ses limites, c'est contribuer à lui donner plus de force encore.

Depuis plusieurs années, les néolibéraux se faisaient du mauvais sang à constater la persistance du scepticisme vis-à-vis du capitalisme et la vitalité de la critique du libéralisme. C'est maintenant dans l'action que des millions de citoyens se font acteurs d'une résistance dure à un projet-phare de la droite en général et du Medef en particulier. Ce changement, d'une critique largement partagée à une entrée dans l'action d'un très grand nombre de citoyens et à un large soutien à une action radicale – susceptible rien moins que de bloquer le pays – constitue probablement un tournant dans l'histoire sociale récente du pays. Il n'en demeure pas moins intéressant de s'intéresser aux obstacles - et par effet-miroir aux possibilités - pour que ce mouvement à haute teneur politique renouvelle en profondeur et durablement les termes de la confrontation politique.

Un puissant mouvement unitaire...

Ce n'est certes pas le premier mouvement de masse des dernières années, mais c'est le plus important depuis 1968. Huit journées (bientôt dix) de manifestations au plan national avec des millions de participants, sans parler de centaines d'autres initiatives au niveau local, avec une participation tournante de nombreux salariés. Des millions de journées de grèves, touchant quasiment tous les secteurs et branches professionnelles. Cela donne par exemple cette estimation de la Fédération syndicale unitaire (FSU) : 80 % des enseignants du primaire auraient participé à au moins une journée

de grève depuis le début du mouvement. Sans parler des salariés qui font grève ces jours-ci pour la première fois et du mouvement des lycéens.

... sur un enjeu de fond. Le mouvement ne porte pas sur n'importe quel projet mais sur une réforme qui modifierait en profondeur le modèle social français, à travers un recul majeur : le droit à la retraite constitue un des grands acquis conquis par le mouvement ouvrier ; pour beaucoup, il fait partie avec le droit à la sécurité sociale du socle des droits fondamentaux. Il constitue un enjeu fort notamment car il touche au temps libéré du travail salarié, au « temps libre » que l'on peut vivre après des années où vendre sa force de travail a constitué une activité centrale de la personne. L'injustice ressentie par rapport à cette réforme est souvent liée, dans les paroles de ceux qui soutiennent le mouvement, au sentiment que la retraite est une juste contrepartie à une vie professionnelle harassante.

Une extraordinaire détermination.

Au fil des semaines, la mobilisation s'est renforcée, alors que beaucoup de médias – alignés sur le pouvoir - spéculaient sur sa diminution, pariant sur des difficultés énormes : coût de la grève pour les grévistes, peur de perdre son emploi ou de la répression patronale dans le privé, faible chance que le pouvoir cède, risques de division... Mais voilà, non seulement ces difficultés ne l'emportent pas (jusqu'à présent) mais certains des hochets du pouvoir ont été brisés.

Une des forces du mouvement est ainsi que l'opposition entre secteur public et

secteur privé a du plomb dans l'aile. Cela ressemble à un retour de balancier par rapport aux politiques qui n'ont cessé depuis des années de faire perdre des droits aux fonctionnaires au nom de l'égalité (vers le bas) entre les « nantis » (fonctionnaires !) et les autres. Ce registre, puissant facteur de division des mouvements comme de l'opinion publique, semble épuisé ou tout au moins il a perdu une bonne part de son poids. Il est vrai que les nombreuses enquêtes montrant que l'opinion a une haute opinion du rôle des services publics et de leurs agents laissaient penser que les diatribes contre les fonctionnaires auraient un jour leurs limites : nous y sommes, du fait de la dynamique du mouvement.

Une dynamique contre toutes les divisions.

Les confédérations syndicales ont su, par exemple à travers la propositions d'initiatives faisant place à la fois au développement des grèves et des manifestations en semaine ET le week-end, casser les oppositions : entre grévistes et non grévistes, entre salariés pouvant faire plusieurs jours de grèves et précaires qui ne le peuvent pas, entre citoyens-acteurs du mouvement et citoyens-spectateurs. Et l'on entend maintenant son collègue qui habituellement ne bouge pas lancer : « Samedi, c'est mon tour ! ».

Une des oppositions sur lequel le pouvoir a perdu la bataille, même s'il tente aujourd'hui de la jouer autrement (sur le registre sécuritaire), concerne l'opposition entre jeunes et plus âgés. Cela donne sur les radios des témoignages de manifestants lycéens indiquant que



Exigences populaires - 16 octobre 2010. Avignon, Le Havre, Lisieux, Montreuil, Paris Photos : J. Dioudonnat, M. Kiintz, Photothèque du mouvement social

leurs parents sont dans le cortège ou qu'ils sont d'accord pour la manif. Cela donne des propos de vieux évoquant les droits des futures générations et de jeunes expliquant avoir compris que la lutte d'aujourd'hui a de la valeur pour le long terme (pour eux-mêmes, pour leurs enfants). Ainsi le mouvement sème-t-il pour l'avenir, bien au-delà des exigences immédiates qu'il porte... ce qui lui donne là aussi une portée véritablement extraordinaire.

Dans un mouvement comme celui-là, ce sont toutes les oppositions qui en prennent un coup et c'est la solidarité (en général) qui marque des points. En quelques mois, l'expérience d'une telle lutte renforce l'esprit critique de franges importantes de la population et contribue à révéler de futurs citoyens-militants. La politisation gagne ainsi du terrain, et l'on vérifie l'idée que les mouvements importants sont d'extraordinaires accélérés

rateurs de la prise de conscience, dont nous retrouverons plus tard de multiples traces.

« C'est dans la rue qu'ça s'passe ! », dit une chanson reprise dans de nombreux cortèges. Des millions de citoyens font l'expérience qu'il est possible d'ébranler le pouvoir, de prendre du pouvoir.

La pression de fait sur les directions des confédérations est un autre élément, qui n'est pas pour l'essentiel une affaire de base et de sommet, de désaccords entre les dirigeants vendus-au-Grand-Capital et les « authentiques révolutionnaires ». L'essentiel est selon nous l'expérience que le mouvement

pèse, que la multitude prend du pouvoir, en un mot, comme le dit la chanson reprise par les manifestants : « C'est dans la rue qu'ça s'passe ! » C'est ainsi que les stratégies syndicales sont en partie ébranlées par le mouvement. Mais il faut aussi constater que les directions syndicales ont réussi jusqu'à présent à ne pas se couper des manifestants, tout en contribuant au maintien d'un très fort niveau de soutien au mouvement, malgré les chausse-trappes de la droite et le jeu permanent de la plupart des médias pour porter aux nues les failles (réelles, potentielles, imaginaires) de l'unité d'action. L'annonce de deux nouvelles journées d'action unitaires, les 28 octobre (pendant les congés scolaires) et 6 novembre, confirme la puissance de la dynamique.

Des éléments nouveaux. Autre témoignage qu'il y a du neuf sous le soleil

Où est la gauche ? Quelle gauche ?

Du côté du **Parti socialiste**, le jeu semble consister à ne pas aller vers un vrai débat sur l'alternative politique, et pour cause : les solutions qu'il propose ne sont en réalité pas éloignées fondamentalement de celles promues par la droite. Plus exactement, la contradiction entre revendiquer que l'âge de la retraite reste à 60 ans et accepter une augmentation du nombre d'annuités apparaît désormais publiquement. Plus de 60 % des citoyens ne s'y trompent pas, en estimant qu'une alternance n'aboutirait pas à la remise en cause du projet.

Le Front de gauche n'a pas réussi en deux mois à s'exprimer en tant que tel. Depuis des semaines, ses trois composantes s'expriment les unes à côté des autres dans les manifs. Tout juste viennent-elles d'annoncer un meeting (samedi à Beaubourg, à 15 h), où l'on espère que d'autres forces et des acteurs du mouvement pourront s'exprimer, et une collecte au bénéfice des grévistes. Dans la période, le PG tire son épingle du jeu, notamment en investissant le mouvement sur le versant de l'interpellation des institutions (il est la seule des trois composantes du Front de gauche à militer pour le référendum, la direction du PCF restant l'arme au pied).

Au **NPA**, tout est centré sur l'idée d'obtenir le retrait du projet par la grève générale, en considérant l'exigence du référendum comme une « diversion » par rapport au mouvement. La question de l'alternative politique est considérée au mieux comme secondaire, au pire comme sans importance.

Du côté d'**Europe écologie**, le soutien des militants au mouvement est fort, et Cécile Duflot a fait partie des premiers signataires en faveur d'un référendum. Mais c'est bel et bien du côté des contenus d'une réforme des retraites que le bât blesse avec au sein d'EE aussi bien des positions droitières que des options anti-libérales.

Du côté de la **Fédération pour une alternative sociale et écologique**, l'exigence du retrait, l'objectif d'une généralisation de la grève, l'appel à un référendum, la volonté de globaliser le débat et de porter le fer sur la légitimité du pouvoir, la convergence entre le mouvement sur la réforme des retraites et la lutte anti-sécuritaire sont associés.

● G.A.

de l'action, ce constat à contre-courant des représentations habituelles des militants : beaucoup de manifestants ne pensent pas que le mouvement puisse être victorieux et pourtant s'y impliquent (l'idée habituelle étant que l'on se met en mouvement si l'on pense qu'il est possible de gagner). Cela signifie que se joue quelque chose qui ne concerne pas seulement le projet de réforme lui-même : de l'ordre de la nécessité de maintenir la possibilité même d'une autre vie, d'un autre choix de société, de la possibilité d'autres possibles, qu'Alain Badiou nomme l'hypothèse communiste. Et il existe aussi une forte exigence de dignité, qui va avec la possibilité d'autres possibles : la personne n'est pas un mouton, elle peut déterminer sa vie, chercher à élargir l'horizon, avec d'autres. On note que s'ouvre alors une question nouvelle : si le mouvement réfute qu'il ne serait pas possible de faire autrement que de vivre dans le monde impitoyable que nous promettent les valet du capital, quel avenir nous donnons-nous ?

La légitimité du pouvoir en question. C'est là aussi un tournant politique important, et qui contredit ceux qui

considèrent que le mouvement ne serait « que » syndical ou « social », et donc destiné à déboucher seulement sur une négociation entre partenaires sociaux (position qui a un problème de crédibilité vis-à-vis des manifestants, qui s'expriment massivement pour le retrait du projet, mais qui aux yeux de la CGT et de la CFDT a le mérite d'un soutien considérable dans l'opinion). La légitimité du

Le mouvement actuel ne pose pas jusqu'à présent la question d'une politique alternative globale, ni celle d'une subversion de l'ordre institutionnel. Mais il délégitime puissamment le pouvoir et sa politique, ce qui est déjà beaucoup.

président directeur général de la France, celle du gouvernement et celle du Parlement subissent une sévère remise en question, qui porte en germe la possibilité d'une mise en cause beaucoup plus profonde et radicale du système économique et des institutions politiques.

De fait, le conflit entre la légitimité de la démocratie représentative et celle de la démocratie participative est positif dans la mesure où il démasque la réalité d'un système politique à bout de souffle, où le Parlement est une chambre d'enregistrement, où tout simplement l'avis du peuple ne compte pas. Au passage, on se demande où sont passés les « démocrates » qui n'ont cessé depuis des années de brocarder les régimes autoritaires (de manière sélective) et qui se taisent quand le pouvoir UMPiste entend imposer à notre société un projet auquel deux tiers des citoyens sont opposés, alors même qu'il ne faisait pas partie du mandat donné au président de la République. Leur silence veut-il dire que dans certains cas le pouvoir étatique doit imposer ses vues à la société ? Pour une fois, on a hâte de les entendre !

Ebullition. Autre élément fort : outre la diversité des secteurs en lutte et des locomotives du mouvement, toute une série de convergences se manifestent, soit avec des combats locaux, soit avec des enjeux connexes ou de grandes questions – comme par exemple celles de l'avenir industriel du pays et de l'Eu-



Exigences populaires - 16 octobre 2010. Avignon, Le Havre, Lisieux, Montreuil, Paris Photos : J. Dioudonnat, M. Kiintz, Photothèque du mouvement social

rope (avec de multiples conflits concernant des plans « sociaux »), celle de la formation et de l'école ou celle de l'avenir du système de santé. Cela contribue à transformer le rapport au politique en produisant un élargissement de la critique du système économique, social et politique, ouvrant peut-être le champ à des exigences relevant d'une alternative globale.

Au total, la perception que la société dans laquelle nous vivons est insupportable s'est tonifiée considérablement. Mais, encore une fois, pour quel (autre) avenir ?

Quelle crise politique ? « C'est dans la rue qu'ça s'passe », avons-nous repris à notre compte. « Mais c'est pas qu'là ! ». En réalité, le mouvement actuel ne pose pas jusqu'à présent la question d'une politique alternative globale, ni celle d'une subversion de l'ordre institutionnel.

Il s'arrête au pallier de l'effondrement de la légitimité du pouvoir, sans chercher à envisager ce que serait un autre pouvoir et un mouvement de transformation de la société.

Annick Coupé, dirigeante de Solidaires, déclarant dans Politis que « cette crise sociale peut s'articuler avec une crise politique », fait (prudemment) figure d'exception : la séparation est nourrie par les positionnements respectifs de la plupart des syndicats et des partis. Les uns (syndicats, de l'extérieur, ou partis, espérant gagner un renforcement de leur électorat) renvoient explicitement à une éventuelle sanction électorale en 2012 (une sanction déconnectée du mouvement réel, actuel). Les autres se veulent soutiens au mouvement, ou aux syndicats, et ne s'envisagent pas comme en faisant partie. Pour eux, l'alternative est à venir... plus tard, une fois le mouvement terminé (ou pour le prolonger, comme

on dit toujours pour donner l'idée d'une continuité).

Enfin, du côté des militants qui depuis plusieurs années veulent travailler contre la césure entre (mouvement) social et politique (institutionnelle), cela conduit à des pistes d'approfondissement. Le raccordement ne doit-il pas désormais s'envisager essentiellement comme une forme d'incursions subversives dans et contre les institutions, plutôt que principalement dans une logique de contre-pouvoir ? Et d'ailleurs, la question est-elle d'opérer un raccordement (qui généralement relie deux éléments préexistants entre eux) ?

Le déficit d'alternative. La lecture des documents distribués par les forces politiques aux manifestants est révélatrice du déficit de pensée globale alternative. Les uns se focalisent sur le seul soutien au mouvement. Les autres se centrent



Exigences populaires - 16 octobre 2010. Avignon, Le Havre, Lisieux, Montreuil, Paris Photos : J. Dioudonnat, M. Kiintz, Photothèque du mouvement social

sur les solutions au financement des retraites comme si la question centrale à l'occasion d'un tel mouvement était de faire la démonstration qu'« une autre réforme des retraites est possible ». Les allusions à 2012 sont fréquentes, dans des termes inchangés, alors même que tous soulignent par ailleurs qu'un tel mouvement devrait bousculer l'agenda politique.

La position de fond du PS sur le fond du dossier a conduit de fait, jusqu'à présent, à ce que l'opposition soit perçue comme incapable de formuler une série

de propositions en rupture avec celles de la droite, tandis que depuis des semaines le Front de gauche ne parle pas (lire l'encadré). Ainsi manque-t-il à ce jour une expression politique unitaire en phase avec la revendication cardinale du mouvement – le retrait du projet – et qui porterait en positif des propositions politiques pour une alternative en continuité directe du mouvement.

Enfin, **des questions majeures restent encore de côté**. Si la jonction avec les luttes antisécuritaires marque des points

lorsque, comme samedi dernier à Paris, la mobilisation contre la « politique du pilori » rencontre physiquement le cortège contre la réforme des retraites, certaines réformes en cours, dont les enjeux sont gravissimes, passent au second plan : il en est ainsi par exemple de la réforme des collectivités territoriales (lire Cerises n°82), en cours d'adoption.

Le débat nécessaire sur le rôle des syndicats. Il existe différentes façons d'aborder ce sujet sensible. L'une d'elle, qui n'est pas la nôtre, consiste à consi-

Le retrait, la grève et le référendum

L'appel à un référendum, initié par Politis, atteignait ce vendredi matin près de 3000 signatures sur le site www.referendumretraites.fr (sans compter les nombreux parafes recueillis sur les manifs) avec un rythme de signatures qui s'accélère. On note une diversité remarquable parmi les signataires, militants politiques, syndicaux et associatifs, citoyens de toutes sensibilités. Des prises de position nouvelles en faveur d'un référendum sont intervenues ces derniers jours, à lire sur le site (rubrique contributions). Ainsi, Ignacio Ramonet vient de souligner : « nul n'ignore que le président de la République avait affirmé, dans son programme présidentiel, qu'il ne toucherait pas à la retraite à 60 ans. Il a rompu unilatéralement le contrat moral qu'il avait passé avec les Français. Par conséquent,

on est en droit de se réclamer encore d'une autre légitimité, celle de la démocratie participative : puisque le président change son programme, il doit soumettre sa proposition aux électeurs. C'est pourquoi certains réclament, à mon avis à juste titre, un référendum ».

De son côté, la Fédération pour une alternative sociale et écologique, qui milite pour le retrait du projet gouvernemental et, à cette fin, pour la généralisation de la grève, vient de s'adresser aux différentes composantes de la gauche de transformation en vue de l'organisation d'initiatives unitaires et pour proposer de donner à cette campagne une dimension beaucoup plus large.

● G.A.

dérer que les syndicats doivent agir selon les directives politiques formulées ailleurs, par un parti. Une autre conception consiste à développer une approche critique, à la fois légitime et nécessaire (et qui n'a rien d'un jugement, ni d'une préférence à diriger), en tant qu'acteurs du mouvement se préoccupant qu'il contri-

La question de l'égalité est celle qui permettrait d'élargir l'affrontement actuel à la question de la répartition des richesses, à l'enjeu global d'une société solidaire, de politiques allant au-delà de simples effets redistributifs...

bue à ce que la question de l'alternative politique soit posée autrement que dans les clous du jeu partisan habituel. Elle s'autorise à réfléchir aux limites d'une unité syndicale qui à la fois est un enjeu fort pour la puissance du mouvement et donne l'impression de tirer le mouvement vers le bas. Elle pose la question des possibilités de rapprochements entre les syndicats les plus combattifs. Elle souhaite un débat ouvert sur le rapport à l'alternative politique : comment les syndicats qui se revendiquent d'un syndicalisme de transformation sociale pourraient-ils dans la prochaine période se désintéresser de l'alternative possible à Sarkozy ? Quels rôles pourraient-ils jouer, non pas à la place mais en articulation avec le mouvement et les forces politiques ?

Reste enfin que **la question de l'égalité** se trouve posée de manière encore trop superficielle, trop partielle ou trop floue pour devenir une incontournable « force matérielle ». En réalité, elle n'est pas facile à aborder de front, par exemple parce que se trouve alors rapidement posé le fait qu'une « bonne réforme » des retraites devrait permettre des départs légaux à la retraite diversifié (même si cela n'est pas contradictoire avec l'existence d'un âge légal de référence). On note que se permettre d'aborder aujourd'hui ce que le sociologue Robert Castel appelle « l'ère de la complexité » est encore un effet extraordinaire d'un mouvement qui porte loin.

La question de l'égalité est celle qui permettrait d'élargir l'affrontement actuel à la question de la répartition des richesses, à celle de la propriété, à l'enjeu global d'une société solidaire et de politiques qui aillent au-delà de simples effets redistributifs, à celui de l'égalité entre les hommes et les femmes... et à l'ouverture d'une ère de conquêtes émancipatrices.

● DOSSIER RÉALISÉ PAR GILLES ALFONSI



Faites passer les Cerises !

Invitez vos collègues, vos amis et toute la famille à recevoir Cerises en écrivant aux griottes. contact.cerises@gmail.com

Cerises est édité
par les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com

Noyaux de cerises : Gilles Alfonsi,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Arnaud Viviant.

Radicalisation de l'État

Sous la menace de les faire passer par la case prison, l'État sarkozien a contraint des militants salariés à cesser le blocage qu'ils avaient organisé d'une raffinerie de pétrole. François Fillon a expliqué d'un air martial qu'il ne « laisserait pas immobiliser le pays », que l'on avait bien le droit de faire grève, mais que les actions de blocage étaient illégales.

Légalité : le grand mot est lâché. On peut lutter contre le législateur, mais en respectant la légalité qu'il édicte. Ben voyons... Il est pourtant clair que si les ouvriers n'avaient pas avec constance mené des actions de grève quand elles étaient illégales, la grève ne serait pas aujourd'hui reconnue comme un droit constitutionnel. L'idée que c'est avec le Code pénal dans une main et les décrets du gouvernement dans l'autre que l'on pourrait décider des formes de lutte les plus pertinentes est tellement ridicule



qu'on en oublie les rodomontades gouvernementales dans ce qu'elles ont en réalité d'inquiétant. Car si la compulsion sécuritaire de la droite a un sens, c'est bien devant les mouvements de lutte auxquels elle s'oppose que ce sens se mani-

festes avec le plus d'éclat. Faire donner la troupe ou la maréchaussée contre le peuple en révolte, c'est bien en définitive le rôle le plus fondamental de l'État.

Il faudrait que la lutte soit toujours légale. La désobéissance civique serait une « incivilité », une forme comme une autre de délinquance. Cette prétention du gouvernement à décider de tout, y compris des moyens de lutte qu'on peut lui opposer, fait penser à cette profonde remarque de Christine Delphy : « En tant que féministe, je sais que la révolte des dominées prend rarement la forme qui plairait aux dominants. Je peux même dire : elle ne prend jamais une forme qui leur convient. »

Mais voilà, ce n'est pas au gouvernement de nous dire comment nous allons lutter contre lui.

● LAURENT LÉVY



Le dégoût. Le dégoût, c'est ce qu'on ressent face à Nicolas Sarkozy, son gouvernement en déliquescence et sa politique de démolition de l'état social, politique constituée sur la haine d'autrui, la loi du pognon et l'écrasement des précaires. Dégoût devant la bande à Bettencourt, cette cour minable de ministres, conseillers fiscaux et gigolos qui virevoltent autour de sa fortune. Dégoût des Hortefeux et leur racisme. Dégoût avec Borloo et son Grenelle à quatre sous, astuce pour mieux brader l'environnement aux intérêts économiques. Dégoût avec Bachelot qui troque notre santé contre les profits des puissances pharmaceutiques ...

Le désespoir. Le désespoir face à un système qui nous soumet et exploite notre labeur grâce à notre docilité, maintenue par un rapport de forces écrasant. Désespoir car il faut pouvoir acheter à manger jusqu'à la fin du mois et payer ses crédits ou ses loyers pour avoir un toit. Désespoir devant la division des forces de gauche qui tout en analysant clairement le mal, préfèrent sauvegarder leurs institutions en se divisant à l'infini, au lieu de s'unir pour créer une force de transformation massive.

avec : www.lafederation.org, www.jnvp.fr,...

La révolte. La révolte car nous sommes la masse. Révolte face au matraquage qui nous présente le capitalisme comme « naturel » et indépassable. Le monde a connu d'autres systèmes et le développement économique, qui est en train d'épuiser la planète jusqu'à la moelle, est une connerie. Révolte car ils nous veulent consommateurs ignorants, serviles, individualistes et dénués de toute solidarité...

L'espoir. L'espoir car nous savons que notre futur pourrait être dans nos mains et non plus dans les leurs. L'espoir, car nous ne sommes pas condamnés à coopérer à leurs dessins mortifères et des alternatives existent. L'espoir, car nous avons la créativité pour inventer un autre futur qui ne sera plus fondé sur posséder toujours plus, mais sur le bien-être et le vivre ensemble. L'espoir, car nous savons que notre impuissance actuelle est la conséquence de notre émiettement et non pas notre condition immuable. L'espoir, car à la source de toute grande rivière se trouvent

des ruisseaux, qui en se réunissant peuvent balayer les plus grands obstacles.

Insurgé, car si nous constatons l'âpreté de la tâche et que la réussite n'est nullement garantie, nous savons cependant que c'est possible, que les ressorts d'un monde meilleur se trouvent entre nos mains. Insurgés, car nous savons que si nous ne faisons rien, notre seul destin sera de nous laisser écraser. Mais si nous décidons de nous insurger, nous aurons la force de nous émanciper et alors tous les possibles seront à portée de main ! Il suffit de répandre la nouvelle : le futur nous appartient si on décide de s'en saisir.

Le rapport de force est massivement en notre défaveur, mais il dépend de nous de ne pas renoncer et ne pas sombrer dans l'apathie de la servitude volontaire. Ce petit sigle, **1/g**, à porter sur vous, à gribouiller partout, symbolise l'esprit d'insurrection et d'insoumission. En le diffusant massivement, nous rendons visible notre engagement et renforçons la flamme de la révolte dans nos cœurs, acte premier pour la susciter dans les faits. Nous disons par là que nous nous engageons à répondre présents le moment venu.

email : contact@1surge.net
site web : www.1surge.net

Autocollant et tract font fureur actuellement dans les manifestations